



DECLARATION PREALABLE SNUIPP FSU
CAPD DU 14 OCTOBRE 2019

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Nous sommes extrêmement inquiets de la mise en œuvre de la Loi Fonction Publique. Sous un objectif affiché de simplification du dialogue social, elle va en réalité complètement l'anéantir. La fin annoncée des CAPD est un recul sans précédent du paritarisme. Vos services, sous pression permanente n'ont déjà pas le temps de répondre de façon satisfaisante aux questions des collègues, qu'en sera-t-il lorsque nous, représentants du personnel, n'auront plus les moyens de le faire non plus ? Quelles garanties d'équité de traitement et de transparence dans les diverses opérations de carrière quand il n'y aura plus aucun moyen de les vérifier ? L'école de la confiance n'a jamais aussi mal porté son nom. Et ce n'est pas la mise en place d'un service de ressources humaines de proximité, annoncé au passage le jour des obsèques de Christine Renon, ce qui était extrêmement maladroit, qui va nous rassurer ! Encore de la poudre aux yeux à l'heure où la profession exprime un fort mal-être au travail. L'augmentation des tâches demandées aux directions d'école à l'heure où on leur a retiré toute aide administrative sans augmentation de décharge, devient insupportable. Idem pour les adjoints qui sont de plus en plus mis dans des situations intenable. Les mails de rappels pleuvent concernant l'obligation de restituer aux familles les résultats des évaluations nationales qui ne reflètent en rien le niveau réel des élèves. Les injonctions pédagogiques, changeantes et contradictoires, imposant telle méthode se font toujours plus pressantes. Les animations pédagogiques, devenues toutes obligatoires, sont de plus en plus des lectures et des rappels des textes officiels, reniant ainsi notre liberté pédagogique. Les déclarations concernant l'école inclusive sont mensongères et font porter toujours plus la responsabilité de l'inclusion sur des collègues, bien souvent seuls, en première ligne, face aux élèves et à leur famille.

La colère est grande chez les enseignants, et l'épuisement professionnel courant. Nous sommes de plus en plus sollicités sur des questions de formation et de reconversion, alors que les possibilités offertes par l'Education Nationale sont quasi nulles. Reste la

démission... Quand l'institution va-t-elle enfin ouvrir les yeux sur les difficultés de ce métier qui n'attire d'ailleurs plus grand monde ? La crise du recrutement s'aggrave. Peu formés, mal payés, mais responsables de tout, les enseignants sont et seront de plus en plus rares à faire des carrières complètes.

Ce n'est pas un hasard si l'émotion a été si vive chez nos collègues à la lecture de la lettre de Christine Renon. Beaucoup se sont reconnus dans sa description de la fatigue et de la solitude qu'elle a ressentie professionnellement.

Nous vous avons d'ailleurs écrit le 3 octobre à ce sujet. Ce courrier, qui avait un caractère grave et urgent est pourtant toujours sans réponse. Nous imaginons que vous étiez sûrement débordé suite aux nombreux recours concernant vos appréciations de rendez-vous de carrière, à nouveau nivelées par le bas et entraînant de nouveau un ressenti très négatif chez les enseignants. « Amer-e, découragé-e, démotivé-e, dévalorisé-e, blessé-e, outré-e, dégoûté-e... », voici quelques exemples des mots utilisés par ceux qui nous contactent. Vous avez votre part de responsabilité dans la pression exercée sur les enseignants du Rhône. Nous vous le redisons aujourd'hui il est insupportable d'entendre qu'une collègue est sanctionnée durement pour « protéger l'institution », comme si les enseignants ne faisaient pas partie de cette institution. Vous êtes responsable de la sécurité et de la santé au travail des enseignants de ce département. Ils ont besoin de votre soutien comme de celui de tous les maillons de leur hiérarchie. Vous nous connaissez maintenant suffisamment pour savoir que nous ne défendons pas l'indéfendable. Nous défendrons cependant toujours les collègues qui payent pour les dysfonctionnements structurels de notre institution. A l'impossible nul n'est tenu. C'est pourtant bien souvent ce qui est demandé aux enseignants.

Sans instances paritaires ni réponses à nos courriers, ce n'est même plus l'illusion d'un dialogue social que vous mettez en place, c'est sa fin pure et simple. Soyez assuré, qu'alors nous trouverons d'autres moyens d'expression, qui ne seront peut-être, eux non plus, plus du dialogue.